

unanime qu'ils ont accordé à la candidature du Canada au Conseil de sécurité des Nations Unies.

La Corne d'Afrique et l'Afrique australe, deux zones où des conflits régionaux sévissent, ont fait l'objet de consultations concertées entre politiciens de haut niveau et elles ont reçu une assistance humanitaire ainsi qu'une aide au développement.

Après des décennies de longs conflits internes, de guerres frontalières, de famine et de sécheresse, la Corne d'Afrique a fait les premiers pas, avec prudence, vers la paix et la stabilité. L'Éthiopie et la Somalie ont signé un accord de paix. Le conflit qui persiste dans le nord de l'Éthiopie a poussé le Canada et d'autres donateurs à faire des démarches politiques et diplomatiques pour assurer la livraison des secours à la population civile. Dans le Sud soudanais, le conflit entre le Mouvement de libération du peuple soudanais et le gouvernement du Soudan a atteint un point où les deux parties semblent disposées à engager sérieusement des pourparlers de paix. M^{me} Landry et les hauts fonctionnaires à Ottawa et dans la région ont encouragé activement les processus de pacification. Le Canada a également insisté pour que l'on soutienne les activités internationales de secours, destinées à soulager les terribles privations causées par la guerre, tout particulièrement dans le Sud soudanais. M^{me} Landry a fait une intervention énergique à la conférence des donateurs qui a eu lieu à Khartoum en mars sous l'égide des Nations Unies : elle a demandé avec insistance qu'un cessez-le-feu soit déclaré pour permettre la livraison de secours essentiels dans le Sud soudanais.

Les neuf pays membres de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) ont continué de travailler au développement et à l'intégration économique de la région afin de réduire leur dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud. Malgré les revers occasionnés par la guerre, la sécheresse générale et la faiblesse du cours international des matières premières, les efforts de la SADCC sont restés la cible principale de l'aide considérable que le Canada accorde au développement de la région, soit 130 millions de dollars en 1988-1989. En Angola, il y avait de bonnes chances pour qu'on mette fin à la guerre civile qui a paralysé le développement du pays et nuï aux États voisins. L'accord tripartite que l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud ont signé à New York en décembre a laissé espérer la tenue de négociations directes entre le gouvernement angolais et les rebelles de l'UNITA, et leur réconciliation. Au Mozambique, cependant, le conflit débilisant a continué d'entraver gravement le développement du pays et de plusieurs autres pays d'Afrique australe à cause de l'interruption continue des voies de communication vitales qui relient la région à l'océan Indien. En septembre, le Canada a annoncé qu'il fournirait des moyens non létaux de protéger les projets d'infrastructure en Afrique australe. Ce retournement de la politique a été chaudement applaudi par les dirigeants des États de première ligne.

Le directeur exécutif de la SADCC, M. Simba Makoni, a visité le Canada en décembre 1988 pour préparer la 12^e réunion ministérielle annuelle de Conférence. En février, le Représentant spécial chargé des affaires de l'Afrique australe et du Commonwealth, M. Walter McLean, a dirigé la délégation canadienne à cette réunion ministérielle qui a eu lieu à Luanda. M. McLean s'est également entretenu

avec le premier ministre d'Angola et d'autres ministres; ils ont parlé du développement des relations entre le Canada et l'Angola, notamment d'un échange de missions commerciales et économiques et de l'élaboration d'un grand projet qui serait réalisé par un consortium d'ONG canadiennes et parrainé par l'ACDI. M. McLean s'est ensuite rendu au Mozambique où il a passé en revue les projets d'aide exécutés par un consortium de 21 ONG dans la province de Nampula.

En mai 1988, une délégation de parlementaires canadiens a visité le Ghana, le Nigeria, le Botswana, le Zimbabwe et la Zambie. Par ailleurs, des ministres et représentants de pays africains sont venus au Canada pour y nouer des liens institutionnels et consulter leurs homologues canadiens sur divers sujets. Au cours de l'année, le Canada a accueilli entre autres : le ministre des Finances du Kenya, George Saitoti, et son confrère, Nicholas Biwott, ministre de l'Énergie, en juillet; le ministre des Affaires étrangères de Tanzanie, Ben Mkapa, en septembre; le ministre d'État aux Affaires intérieures d'Ouganda, Moses Kintu, en octobre; le ministre du Logement, des Terres et de l'Environnement de l'Île Maurice, sir Ramesh Jeewoolall, en décembre; le secrétaire du président et du conseil des ministres du Malawi, Sam Kakhobwe, en décembre également; le ministre d'État à l'Enseignement supérieur de Zambie, E. Mwanangonze, en février 1989; et l'ancien ministre de l'Éducation et veuve du président Machel de Mozambique, Mme Graca Machel, en février 1989. Lors de la session de l'Assemblée générale des Nations Unies, des consultations ont eu lieu entre le premier ministre Mulroney et le président du Zimbabwe, Robert Mugabe, ainsi qu'entre M^{me} Landry et les ministres des Affaires étrangères de Gambie, de Somalie et du Liberia.

Le 12 décembre, le Canada a participé à Nairobi aux fêtes marquant le 25^e anniversaire de l'indépendance du Kenya. Le sénateur Finlay MacDonald y représentait officiellement le gouverneur général.

Le Canada a continué d'encourager la coopération régionale en Afrique et de dialoguer avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Il a notamment accueilli une délégation de l'OUA en juillet, engagé des consultations avec la Commission économique pour l'Afrique et participé aux travaux de la Banque africaine de développement.

Le Canada a renforcé sa présence culturelle en Afrique anglophone par la promotion de produits comme les livres, les films et les soirées culturelles. De plus, l'équipe canadienne de boxe a visité le Kenya et le Nigeria, et le Trio Oliver Jones a joué au Nigeria dans le cadre de la tournée qu'il a faite dans trois pays d'Afrique. Le rédacteur en chef du *Zimbabwe Herald* de Harare a fait une visite de familiarisation au Canada à l'invitation du Ministère.

Afrique du Sud

Au cours de l'année, le Canada a de nouveau travaillé à un règlement pacifique du conflit en Afrique du Sud. Il a intensifié les mesures qu'il avait déjà adoptées pour presser Pretoria d'amorcer un dialogue sérieux avec les dirigeants noirs en vue de l'instauration d'une démocratie non raciale. De plus, il a continué de donner l'exemple en incitant d'autres pays à accroître les pressions internationales exercées sur l'Afrique du Sud. Il a maintenu ses programmes d'aide aux victimes et opposants de l'apartheid et lancé de nouvelles initiatives pour lutter contre l'apartheid et favoriser le dialogue.